

QUESTIONS AU SOCIALISME EUROPÉEN

I)- S'il y a un point d'accord sur la situation du socialisme européen - partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes quel que soit le nom qu'on leur donne - c'est qu'il est dans une position difficile.

L'interrogation est de savoir s'il s'agit du déclin irréversible d'une forme politique qui a rempli son rôle historique ou d'un point bas dans un cycle politique qui a connu aussi des points hauts comme il y a dix années. La tentation est forte de penser que nous sommes à un point de rupture compte tenu de la nouveauté du contexte pour nos pays européens - dit en peu de mots, la nécessité de concevoir et de bâtir un autre type de développement économique et social dans un monde globalisé où les rapports de force changent au détriment des pays européens et dans des sociétés qui connaissent des transformations structurelles importantes. La crise actuelle du capitalisme devrait redonner tout son rôle au socialisme démocratique, prometteur de la régulation et de la redistribution. Mais, jusqu'à aujourd'hui, cela ne paraît pas être le cas.

Pourquoi ? Je vous propose d'entrer dans cette question non pas par des considérations générales ou trop étroitement françaises, mais en partant des difficultés concrètes que rencontrent les partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, à partir d'un examen des situations électorales actuelles dans les pays européens.

II)- Trois enseignements peuvent être tirés des dernières élections européennes et législatives récentes dans les 27 pays européens :

1)- Le socialisme démocratique a perdu son caractère dominant dans ses anciens fiefs, les 15 pays les plus anciens de l'Union européenne, même si son influence s'étend désormais sur l'ensemble de l'Europe, les 27 pays, à un niveau moyen cependant et dans une situation politique changeante.

2)- La concurrence avec des partis situés à gauche de la social-démocratie, des partis populistes d'extrême droite, des partis écologistes, des partis libéraux, selon les pays est une donnée, mais les partis du socialisme démocratique demeurent la force de gauche la plus importante sans qui il n'y a pas d'alternance.

3)- Le point peut être le plus préoccupant est que les partis socialistes, à de rares (petites) exceptions près, ne tirent pas profit de l'exercice du pouvoir et en pâtissent beaucoup plus que les partis de droite.

Pourquoi le pouvoir d'attraction et de mobilisation du socialisme européen s'est-il affaibli ?

C'est qu'il affronte cinq défis concrets qui créent des tensions fortes dans les conditions électorales qu'il tente de rassembler.

III)- Le premier défi concerne l'organisation et le fonctionnement actuels des sociétés européennes.

L'œuvre historique des socialismes européens a été de bâtir dans leurs sociétés nationales des États sociaux appuyés sur des institutions fortes et représentatives, partisans, syndicales, associatives. Ils ont privilégié l'organisation de la société en grands intérêts conflictuels capables de s'équilibrer. La démocratie politique et la démocratie sociale s'additionnèrent pour faire des gouvernements socialistes des

représentants majoritaires du salariat organisé. Ces expériences ont été différentes, achevées comme dans les pays nordiques ou inabouties comme en France, ou à peine ébauchées comme aujourd'hui de pays de l'Europe orientale. Ce sont ces compromis qui aujourd'hui sont ébranlés sous les effets de la mondialisation, des divisions internes du monde du travail, des évolutions structurelles des sociétés, etc. Les partis et les syndicats également perdent leur capacité d'organiser la société, et par là-même de bien la représenter dans son ensemble et dans sa diversité. Cela rend plus difficile l'exercice des politiques gouvernementales. Les partis socialistes agissent désormais principalement dans et par l'opinion publique. Leur spécificité et leur force qui consistaient d'être à la fois une force politique et une force sociale se sont érodées. La première série de questions tient donc dans la manière dont aujourd'hui et demain les partis socialistes peuvent retrouver un ancrage dans leurs sociétés. Ce problème est souvent occulté. Mais il est pourtant fondamental si l'on prend en compte ce qu'ont été les conditions de possibilité des compromis sociaux-démocrates.

Le second défi vient des conditions dans lesquelles les politiques de redistribution, qui sont au cœur de légitimité des politiques socialistes, peuvent être menées dans un monde que les réalités de la mondialisation économique transforment en profondeur.

Les politiques généreuses de redistribution menées par les socialistes européens se sont appuyées sur la croissance des richesses nationales. Or, les pays européens, avant même la crise actuelle, ont connu une réduction sensible de leur taux de croissance, ralentissement qui a toutes les chances d'être durable. La question du financement de l'État social se pose désormais de manière cruciale d'autant que les gouvernements sont face à la nécessité d'assurer la compétitivité de leurs

économies. Et alors qu'il s'avère difficile de réduire les dépenses sociales, de nouveaux besoins surgissent pour la grande vieillesse, par la petite enfance, contre les ghettos urbains, etc. Les droites concentrent leurs politiques sur la baisse des coûts de production des charges, des impôts et le contrôle des salaires, mais tentent de réduire également les dépenses sociales en étendant la notion de responsabilité individuelle. Les gouvernements sociaux-démocrates éprouvent là les difficultés les plus grandes - comme l'ont marqué les effets de la mise en œuvre de l'agenda 2000 du Chancelier Schröder en Allemagne. Si les socialistes veulent maintenir la dimension redistributive de leur action, les ressources nécessaires seront d'un montant important et, dans une période de faible croissance, quand les finances publiques sont exsangues, et les marges de manœuvre fiscales faibles, impliqueront un redéploiement des dépenses de l'État - ce qu'il est difficile de faire pour des partis qui ont dans leurs électorsats une présence notable de fonctionnaires.

Le troisième défi porte sur le rapport à la communauté et à l'identité nationale.

La protection sociale s'est développée dans le cadre des États nationaux. Son financement dépend de l'accord des populations pour ce faire. Plus les populations sont unies par un sentiment national que ne menacent pas les différents clivages ethniques, religieux, sociaux, régionaux, plus le consentement à l'impôt est possible. Or, les sociétés européennes subissent depuis quelques années des transformations de plusieurs types qui rendent plus difficile le « vouloir vivre ensemble » - ce qui rend moins acceptés les mécanismes nationaux de redistribution. Trois types de transformation sont particulièrement marquants : l'individualisation des sociétés, consécutive à leur enrichissement même, l'immigration, qui accélère la diversification des sociétés, la volonté, plus ou

moins radicale selon les pays, d'autonomie voire de sécession de régions et de communautés territoriales. Les cas sont dans tous les esprits. Face à ces trois processus de fragmentation et de diversification des sociétés, pouvant déboucher sur des conflits, les socialistes sont mal à l'aise. Les questions importantes de l'identité, dans une période de crise et de bouleversements multiples donnent un avantage aux droites et aux extrêmes droites, voir aux gauches populistes, qui ont un discours en phase avec ces préoccupations. Certes, peu à peu, les gouvernements socialistes les ont pris en compte et ont tenté d'y répondre. Mais, leurs discours et leurs politiques équilibrés créent des tensions dans leurs valeurs mêmes et dans leurs coalitions électorales - créant ainsi des dilemmes politiques peu aisés à surmonter. Le socialisme européen se trouve devant la nécessité de bâtir un « récit » du changement et de la bonne société dans laquelle le peuple peut trouver sa place, en liant l'identité à une citoyenneté partagée.

Le quatrième défi est celui de la construction européenne, donc de la mondialisation.

Si les partis socialistes partagent un idéal européen commun, ils agissent dans un cadre national. La notion même de « socialisme européen » traduit aujourd'hui une réalité incertaine. La question de la reconduction de José-Manuel Barroso à la tête de la commission européenne, avec les contradictions qu'elle montre entre les partis du PSE a invalidé partiellement l'effet de l'adoption du **Manifesto** et jette, après le vote au Parlement européen, un doute sur les volontés politiques communes des partis socialistes européens. Rien n'assure qu'une fois le gros de la crise surmontée, les désaccords sur les politiques de régulation ne ressurgissent pas. C'est ainsi le principe même et les réalisations d'une Europe politique qui continuent de faire problème au sein de

la famille socialiste européenne. Derrière des objectifs généraux, il n'y a pas les mêmes visions des politiques à mener dans la mondialisation ni du point de vue économique pour définir les règles qui s'imposent aux marchés financiers, ni du point de vue de la politique internationale, principalement dans les rapports avec les Etats-Unis pour définir une véritable défense européenne. Le projet fédéraliste, qui animait encore au moment du Traité de Maastricht plusieurs partis socialistes, a perdu beaucoup de sa force. Le PSE n'est pas aujourd'hui un parti, mais une simple confédération de partis. Les dirigeants des partis socialistes semblent se faire à l'idée qu'il est difficile de dépasser le cadre intergouvernemental. Or, le cadre national n'est plus adapté à la solution des grands problèmes actuels et l'existence d'un acteur européen puissant est indispensable. Il n'y a rien donc rien de plus urgent que de remettre sur le métier les conditions d'un véritable projet politique européen.

Le cinquième défi est celui de l'adaptation des partis socialistes en tant qu'organisations aux transformations du fonctionnement des démocraties représentatives.

Les transformations concernent l'ensemble des partis politiques, mais le défi est plus grand à relever pour les partis socialistes, compte tenu de leur identité originelle. Elles peuvent se résumer ainsi : personnalisation du pouvoir - présidentialisation en France, poids déterminant de l'opinion, influence décisive des grands médias, volatilité électorale. Les partis et les candidats sont obligés, quelle que soit la fidélité partisane d'une proportion encore importante de leurs électeurs, de construire leur électorat à chaque élection, de s'adresser à des populations différentes socialement et culturellement. La question du « leadership » qui a toujours été important, est devenue essentielle, car le

message partisan passe de plus en plus par le leader. Les « démocraties du public » donnent une place croissante à la relation directe candidat-électeur, une relation qui fonctionne de plus en plus dans les deux sens du fait de l'influence des sondages et de l'intervention des électeurs dans les nouveaux médias. Le rôle majeur des partis généralistes, que sont les partis de gouvernement, est alors le choix d'un leader qui puisse les faire gagner pour conserver leur crédibilité gouvernementale. Cette évolution n'est pas aisée pour les partis socialistes de culture parlementaire. Ils subissent cette évolution et se résignent à l'accompagner. La tâche est plus simple pour les partis de droite qui ont moins de mal à accepter, voire à valoriser l'existence et l'action d'un « chef ». Les partis socialistes sont ainsi confrontés, à côté de la nécessité de redéfinir leurs lignes et leurs programmes politiques, à la nécessité de se reformer eux-mêmes pour retisser des liens avec les électeurs. Cela explique bien des tensions internes, aujourd'hui, voire une certaine démoralisation.

Ce sont donc des problèmes lourds que doit affronter le socialisme européen. Ils sont cependant de nature différente. Mais, une fois identifiés, ils ne sont pas insurmontables. Tout demeure ouvert pour le socialisme démocratique, si elle sait, à la fois, actualiser sa pensée, trouver une critique pertinente du marché, formuler un nouveau « récit » politique pour porter l'exigence de solidarité qui le justifie, et transformer ses organisations, c'est-à-dire son articulation aux populations qu'il veut représenter. La chance des partis socialistes est qu'ils sont encore dans la plupart des pays de l'Union, les partis de l'alternance avec les droites ou en

tout cas les partis sans lesquels elle ne peut se produire. Aucune force nouvelle, à l'échelle de l'Europe, ne paraît en situation de les remplacer. Un déclin durable laisserait plutôt place à une fragmentation politique à gauche qui favoriserait une durable domination des droites. Il faut donc « sauver les partis socialistes » !

Alain BERGOUNIOUX